

La mauvaise idée de l'Europe-plateau

La tour Eiffel faisait une triste mine bleue mardi 9 mai, jour de la Fête de l'Europe. Un an après le non français au référendum sur la Constitution, rien ne va. L'Europe n'était pas assez sociale pour les nonistes ? Elle ne l'est pas devenue une once de plus, depuis ; on attend encore leur fumeux plan B. Mais elle n'est pas devenue plus libérale pour autant. Le résultat est perdu pour tous, l'Europe tout simplement s'est arrêtée.

Le président de la Commission a présenté, jeudi, un plan de relance institutionnelle qui ne propose rien. Les 25 pays membres sont trop divisés pour entreprendre quoi que ce soit. Le curseur des ambitions calé sur zéro, la Commission a présenté un budget minimaliste pour 2007.

Les perspectives sont bouchées, les objectifs sont à revoir, la méthode des petits pas est obsolète, les élargissements se transforment en rétrécissements, le populisme, le nationalisme et le protectionnisme sont de retour. C'est l'esprit communautaire lui-même qui s'est évanoui, résumait Thomas Ferenczi dans ces colonnes (*Le Monde* du 24 mars).

Les idées existent. Elles sont même assez nombreuses. Gordon Brown, chancelier de l'Echiquier, estime que la stratégie d'hier d'une Europe tournée vers son grand marché interne est devenue « insuffisante pour faire face aux défis du XXI^e siècle, notamment asiatiques ». Il propose une Europe « orientée vers le monde » qui rejette le protectionnisme mais défend la flexibilité, l'employabilité, l'équité et l'in-

novation (www.hm-treasury.gov.uk). Dominique Strauss-Kahn et d'autres anciens ministres socialistes européens proposent de créer « un conseil des ministres pour la croissance », un RMI européen et de faire nommer la Commission par le Parlement (*Les Echos* du 13 février).

Angela Merkel, la chancelière allemande, a appelé, cette semaine, à une « refondation » de l'Union. La « supériorité de l'idéal européen » peut à nouveau faire ses preuves dans la mondialisation, a-t-elle dit, mais à condition de « mettre le citoyen au centre », de démanteler les 25 % des politiques inutilement et bureaucratiquement centralisées pour se concentrer sur les « valeurs ».

ÉCONOMIE CHRONIQUE ÉRIC LE BOUCHER

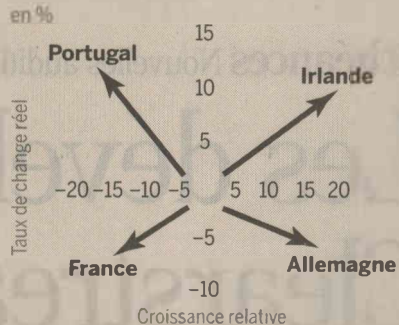
Charles Grant, directeur du CER (Centre for European Reform, www.cer.org.uk) de Londres, propose un « manifeste » réhabilitant les « avant-gardes » de pays autour de politiques à la carte. Pour redresser la croissance, nœud du problème européen, il souhaite une politique monétaire moins rigoureuse mais une application beaucoup plus déterminée de l'agenda de Lisbonne (recherche et développement et libéralisation des marchés publics).

Beaucoup d'autres, comme Hubert Védrine ou Elisabeth Guigou, anciens ministres, évoquent « l'Europe des projets ». L'ambition est ici volontairement limitée et pragmatique : faire l'Europe de la justice, de la lutte contre le terrorisme, de l'énergie, etc., en attendant de pouvoir faire mieux.

Les idées existent donc, et cette liste n'est pas

A hue et à dia

► DIVERGENCE DE CROISSANCE ET D'INFLATION DANS LA ZONE EURO



Irlande et Portugal ont une inflation au-dessus de la moyenne, mais l'Irlande a de fortes exportations. France et Allemagne ont gagné en compétitivité, mais seule l'Allemagne a de fortes exportations

Source : Institut Bruegel

complète. Mais elles n'ont pas de suite. Les propositions sont enterrées sitôt prononcées. L'Europe manque dramatiquement de leadership politique. Le seul homme politique européen qui pensait l'Europe, Tony Blair, est aujourd'hui affaibli chez lui. On verra ce que feront M^{me} Merkel (l'Allemagne prendra la présidence de l'Union au premier semestre 2007) ou Romano Prodi, ancien président de la Commission, élu à la tête du gouvernement italien. Mais pour l'heure, ni Bruxelles, ni aucune capitale ne porte de projet.

D'où le sentiment, largement partagé, que rien ne sera possible avant que les trois grands pays continentaux, Allemagne, France et Italie, ne fassent le ménage chez eux. Les historiques moteurs de l'Union sont en panne, ils entraînent toute l'Europe dans leur crise. Il faudra donc attendre dix ans, quinze ans, le temps qu'ils procèdent à des réformes, redynamisent leur économie, réduisent le chômage, pour que leur angoisse s'apaise, pour qu'émerge une classe politique neuve, europhile, courageuse et qu'ils retrouvent leur rôle.

Cette idée de plateau inévitable, d'attente nécessaire, est dangereuse pour nombre d'économistes. Car sans avancer l'Europe-bicyclette tombe. Regardez la zone euro : au mauvais exemple de la France et de l'Allemagne, tous les pays trichent ouvertement sur le niveau de leurs déficits publics. Le 3 % du PIB du pacte de stabilité est une discipline commune passée aux oubliettes.

Plus grave : les performances de croissance et d'inflation des pays membres divergent durablement (voir graphique). Comme le notent Alan Ahearne et Jean Pisani-Ferry, de l'Institut Bruegel, ce sont des causes structurelles qui provoquent ces écarts. Certains pays ont laissé filer l'inflation - Portugal, Espagne, Italie -, ce qui se manifeste par une perte de compétitivité. Faute d'ajustement monétaire (dévaluation), la correction ne peut provenir que d'un long serrage de vis sur les salaires, comme l'a fait l'Allemagne depuis dix ans.

Faut-il donc que la moitié de l'Europe soit en permanence contrainte d'adopter des politiques dépressives ? Voire de se lancer dans une concurrence à la baisse salariale ? La zone euro, laissée seule à sa course actuelle, fonctionne mal. Des politiques coopératives sont impératives. La politique de l'attente conduit à la désintégration. ■

(Cette chronique reprendra dans *Le Monde* daté 4-5 juin.)

Planète à part par Serguei

